



*Conseil National des 23 et 24 juin 2012*

## RÉSOLUTION

Notre Conseil National se réunit à la fin d'une séquence et au début d'une autre. Avec les élections présidentielles et législatives se clôt en effet la séquence ouverte par la fondation du Front de Gauche. Il convient de **rappeler les objectifs fixés** : battre Nicolas Sarkozy, éviter pour la gauche une situation à l'italienne, marquée à la fois par le recentrage définitif de la social-démocratie et sa possible alliance avec le Modem et par la marginalisation politique de l'autre gauche, soulever un élan populaire participant d'une révolution citoyenne pour rendre le pouvoir au peuple. Le moyen : un programme commun validé par l'ensemble des forces du Front de Gauche, des candidatures communes aux présidentielles et législatives de l'autre gauche pour mettre fin à son émiettement mortifère, la réaffirmation de son ambition gouvernementale, une campagne posant la contestation des institutions de la Cinquième République. Le Front de Gauche a été l'outil de cette ambition.

Dans une perspective longue, une bonne partie des objectifs des élections présidentielles et législatives ont été atteints

Avec 4 millions de voix à la présidentielle et 11% des exprimés, le Front de Gauche est en effet devenu nettement la deuxième force de gauche. Son engagement sans condition au deuxième tour a permis la défaite de Nicolas Sarkozy. Au delà du résultat, comme nous l'analysions déjà lors de notre dernier CN, nous avons marqué la campagne tant sur les thèmes que sur la forme. Nous avons fait vivre une puissante dynamique populaire autour du mot d'ordre extrêmement ambitieux de la révolution citoyenne. Nous avons remis au centre du débat politique le partage des richesses et la souveraineté populaire et nous avons animé le débat sur l'écologie autour de notre concept de planification écologique et de rupture avec le

modèle productiviste. Il y a longtemps qu'une campagne électorale n'avait connu des rassemblements de masse comme ceux que nous avons organisés. L'élection législative, que nous avons toujours liée à la présidentielle, marque également une progression. Progression tant par rapport aux résultats du seul PCF en 2007 - 677 000 voix en plus dans un contexte d'abstention plus forte soit 58 % d'augmentation - mais aussi par rapport aux élections nationales qui ont eu lieu depuis la création du Front de Gauche hors présidentielle. Au sortir de la présidentielle, le Front de Gauche n'est certes pas parvenu à renverser la domination de la social-démocratie sur la gauche, mais a largement contesté son hégémonie. Il y a bien deux lignes à gauche clairement identifiées : celles d'accompagnement du système capitaliste par le PS et ses alliés, EELV compris, et celle de rupture du Front de Gauche. Le Parti de Gauche a pris une part importante dans cette dynamique. C'est vrai pour la présidentielle avec le rôle majeur joué par Jean-Luc Mélenchon mais aussi pour les orientations politiques développées comme pour les formes militantes de la campagne. C'est vrai dans les législatives : alors qu'en vertu de l'accord, le PG héritait de 90 % de circonscriptions où le PCF avait réalisé moins de 5% en 2007, nous ne sommes finalement en dessous de ce pallier que dans 33% de la centaine de circonscriptions où le PG s'est présenté. Mieux, ses candidats progressent de 110 % en voix par rapport aux résultats dans les mêmes circonscriptions en 2007 (contre 58 % pour l'ensemble du Front de Gauche). Le Parti de Gauche a largement contribué à l'homogénéité de l'implantation géographique du Front de Gauche.

Reste que l'approfondissement de la crise depuis de nombreuses années a pour conséquence la dégradation du rapport de force entre les classes. Nous n'avons pas pu changer, en un an de campagne présidentielle, 20 ans de dégradation du rapport de force entre les classes et d'abandon idéologique par la social-démocratie. Force est également de constater la difficulté à faire émerger électoralement une force autonome dans le cadre vicié de la Cinquième République. Les élections législatives en ont été le reflet. Elles marquent ainsi le premier recul du Front de Gauche par rapport à l'élection précédente. Ce ressac a entraîné une déception et la plupart des commentateurs politico-médiatiques n'ont pas hésité à gloser sur ce qui serait « l'échec du Front de Gauche ». Sur la longue durée et en regard de nos objectifs initiaux, cette analyse ne tient pas. Il est néanmoins indispensable de comprendre pourquoi le Front de Gauche n'a réussi à mobiliser que la moitié des électeurs qui s'étaient portés le 22 avril sur Jean-Luc Mélenchon.

*Une **présidentialisation** de l'élection législative que nous dénonçons depuis longtemps.*

La polarisation de la représentation politique, démultipliée par le système électoral en vigueur et le primat de l'élection présidentielle, est encore aggravée par l'inversion du calendrier. Ainsi, pour les législatives, le seul débat existant a été de savoir si François Hollande allait avoir ou non une majorité pour appliquer sa politique à l'Assemblée. Cela se traduit par un record d'abstention. Près de 45% des inscrits n'ont pas voté. C'est chez les jeunes et dans les classes populaires que ce phénomène est le plus fort. Seuls 41% des ouvriers et 37% des moins de 24 ans auraient voté. Or c'est dans ces deux catégories que Jean-Luc Mélenchon avait obtenu le score le plus élevé.

Dans ce contexte, l'utilité du vote Front de Gauche a sans doute été moins perçue par l'électorat que lors de la présidentielle. Nous avons davantage pâti de l'abstention que le PS et ses alliés. L'enjeu était moins lisible car, avec raison, nous refusions justement le choix binaire de nous situer dans la majorité ou dans l'opposition en proposant une stratégie d'autonomie conquérante.

*Ce choix binaire et le traitement médiatique de la campagne ont étouffé l'importance politique de ces élections et la question du contenu.*

De plus, il n'y a **pas eu de campagne électorale dans les médias pour les législatives** : le PS n'avait pas intérêt à mettre au débat ses réponses à la crise de l'Europe et notamment ce qu'il comptait faire par rapport au traité Sarkozy-Merkel avec les politiques d'austérité en découlant. Il s'est contenté de faire campagne pour donner une majorité à François Hollande la plus large possible pendant que le gouvernement se contentait d'annoncer des mesures ne provoquant pas de rejet dans l'électorat de gauche (hausse de la prime de rentrée scolaire, nouvelle loi sur le harcèlement sexuel...). Par contre, il s'est bien gardé de clarifier celles qui justement faisaient clivage entre le PS et le Front de Gauche comme la hausse du SMIC ou la retraite à 60 ans.

Dans ce cadre, **l'absence de campagne nationale législative du Front de Gauche** a pu accentuer ce phénomène. La mobilisation des militants du Front de Gauche s'est certes poursuivie, mais le passage d'une campagne nationale, forte, dynamique et claire quant à ses axes principaux, à 577 campagnes relativement différentes, nous a fait perdre la cohérence et la visibilité du message politique du Front de Gauche. Les mobilisations locales de campagne n'ont par conséquent pas toujours retrouvé le niveau atteint lors de la présidentielle, et ont parfois souffert de difficultés locales, notamment lors de divergences importantes sur des dossiers environnementaux. La faiblesse

du PG dans certaines zones géographiques a également été un frein à la dynamique unitaire et militante des campagnes du Front de Gauche.

La décision prise en accord avec le PCF, de présenter Jean-Luc Mélenchon à **Hénin-Beaumont** répondait à plusieurs préoccupations :

- Continuer la bataille pour faire reculer la droitisation de notre société, en allant affronter son symbole le plus fort en la personne de la présidente du FN, qui a pu construire une force locale en profitant de la décadence éthique du PS de cette région, dont les ressorts de fonctionnement relèvent de plus en plus du clientélisme.
- Montrer au cœur d'une fédération socialiste gagnée par « les affaires » qu'il peut exister une autre gauche, sans casseroles et en capacité de répondre aux attentes populaires.
- Redonner de l'espoir et remettre en mouvement les citoyens qui se sentent abandonnés par la gauche face à un FN conquérant.

Ce choix comportait évidemment une part de risque car, contrairement à ce que des médias mal intentionnés se sont empressés de marteler, le résultat n'était pas gagné d'avance. Dans la circonscription d'Hénin-Beaumont, à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a recueilli 14,80 % des voix, le PS 28 % et le FN 31 %. La suite l'a d'ailleurs montré, ainsi que la « sous-estimation » du risque FN par le Parti Socialiste, qui a mis plus d'énergie à faire basculer les circonscriptions que le Front de Gauche pouvait conserver ou gagner qu'à se battre contre l'extrême-droite. Le résultat politique obtenu en quelques semaines est important. Jean-Luc Mélenchon améliore de 6 points son résultat de la présidentielle dans la circonscription. A l'inverse, la droite qui prétend combattre le FN en lui donnant idéologiquement raison, s'effondre avec un candidat commun UMP-Modem qui plafonne à 8% des voix. Ce combat et cette campagne ont permis au Front de Gauche d'être identifié comme la force politique la plus déterminée et la plus légitime face à l'extrême-droite. Pourtant, l'extrême-droite est maintenant durablement installée dans le paysage politique français. Elle a élargi son électorat traditionnel à une fraction des classes populaires en zone péri-urbaine et rurale. Sa montée en puissance s'inscrit dans un mouvement plus général en Europe avec, dans certains pays (Grèce, Lituanie, Hongrie...), la réapparition de partis fascistes réhabilitant d'anciens nazis. Le combat contre le FN sera durablement poursuivi dans cette circonscription.

Que ce soit le FN, l'UMP ou les médias au service des libéraux, ils ont vite compris que **le principal**

**ennemi à abattre était le Front de Gauche**, seul à même de s'opposer à gauche aux politiques d'austérité à l'œuvre en Europe et qui, une fois tournée la page des élections, vont aussi s'abattre sur la France. Ceci explique la **politique coordonnée et ultra-violente de l'UMP contre le Front de Gauche et plus spécifiquement Jean-Luc Mélenchon**. Les accusations de populisme et extrémisme sont récurrentes, mais ne convainquent que ceux qui croient encore avoir quelques intérêts à sauver. L'accusation d'antisémitisme a pour objectif de détacher du Front de Gauche toutes celles et ceux qui se laisseraient prendre à cette ignoble manœuvre. Les attaques répétées de tous les dirigeants de l'UMP contre le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon, visant à justifier leur position de « ni-ni », attestent et confirment la porosité idéologique avec le FN. Il est donc indispensable de dénoncer cette campagne ignominieuse. A d'autres périodes, il était de tradition, au sein des forces progressistes, de se solidariser immédiatement avec celle ou celui qui était l'objet de telles attaques. Or, malgré nos interpellations, les directions du Parti Socialiste et d'EELV restent obstinément silencieuses, comme si toute action pouvant avoir comme objectif d'affaiblir le Front de Gauche était bonne à prendre.

**Deux partis, le PS et l'UMP, qui n'atteignent pas à eux deux 60% des suffrages, vont pourtant concentrer 90% de la représentation nationale.** La logique de la Cinquième République atteint là son paroxysme, avec un taux d'abstention toujours en augmentation et atteignant de tels niveaux dans les quartiers populaires, que nous pouvons de plus en plus parler de suffrage censitaire de fait dans notre pays. La bourgeoisie, dans ses quartiers traditionnels, n'oublie jamais, elle, de se rendre aux urnes pour défendre ses intérêts. Nous assistons ainsi à l'aggravation de la crise de la représentation politique. Elle interpelle les institutions, même si ces dernières peuvent très bien perdurer tant que la crise économique et sociale ne débouche pas sur un rejet populaire qui les mette en cause. Le combat électoral se déplace de l'axe droite/gauche de ces dernières décennies à un clair vote de classe de la bourgeoisie : il ne s'agit plus uniquement pour l'oligarchie de défendre ses intérêts, elle en veut toujours plus.

**Il ne reste donc que 4 forces dépassant réellement les 5 % :** Parti Socialiste, UMP, FN, Front de Gauche. EELV n'atteint les 5% que grâce aux 62 circonscriptions à candidatures communes avec le PS, ses résultats sous ses seules couleurs étant de 3,7%. Le NPA, LO et le reste des forces de gauche alternative sont laminées, ne pouvant même plus accéder au financement public faute d'avoir chacune obtenu 1% dans au moins 50 circonscriptions. La situation est identique à droite ; l'UMP a polarisé l'ensemble des forces hors FN, le Modem est en voie de disparition et ses électeurs ont été

aspirés par le PS, alors que François Bayrou avait atteint 18% au premier tour de l'élection présidentielle de 2007. Tandis que Jean-Louis Borloo, ex-ministre de Sarkozy, est à la manœuvre pour regrouper ce qui reste du centre.

Dans la résolution adoptée lors de notre Conseil National tenu entre les deux tours de l'élection présidentielle, nous écrivions : « *le score du FN et surtout son hégémonie idéologique sur la droite sarkozyste, le met en situation de recomposer politiquement la droite autour de lui.* ». Les campagnes du 2ème tour de la présidentielle et du 2ème tour des législatives ont confirmé cette analyse. **La contamination de la droite par l'extrême-droite a atteint un niveau jamais égalé.** Ce ne sont plus seulement quelques élus locaux qui nouent des accords avec le FN pour sauver leur siège, c'est tout un parti, l'UMP, qui a cédé devant la poussée frontiste. Tout démontre qu'au-delà d'arrangements électoraux, il s'agit bien d'une homogénéisation idéologique. Ce qu'on a appelé la droite gaulliste a quasiment disparu et la reconduite de Christian Jacob à la tête du groupe UMP montre le refus de remettre en cause l'évolution de l'UMP. Pour le second tour de l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, en atteignant 48% des suffrages, a réussi à unifier à un niveau jamais atteint la droite et l'extrême-droite, sans réussir l'exploit de se faire réélire, mais en pulvérisant l'électorat centriste. La porosité des deux électors semble malheureusement se développer, comme le montrent les reports de voix dans le sud-est de la France. Voilà sans doute la principale avancée du Front National pendant cette campagne. Dans le contexte de crise que nous connaissons, le Front National a gagné en crédibilité dans son objectif de recomposer la droite, comme notamment dans le Vaucluse. Il mise sur un échec de la gauche pour constituer une alternative misant sur le repli nationaliste, la xénophobie, la division des classes populaires sous le prétexte de critique de "l'assistanat". **Une course de vitesse est donc plus que jamais engagée entre la solution républicaine et sociale du Front de Gauche et le modèle ethnique du Front National de l'autre. Ce n'est pas à l'immigré de payer la crise, mais au banquier.**

La vague de soutien à Hollande dans la foulée de la présidentielle a pour conséquence la **division par deux du nombre de députés du Front de Gauche, et l'acharnement odieux des dirigeants socialistes contre nos candidats.** Toute l'iniquité démocratique du système majoritaire se révèle un peu plus : avec une progression autour de 60% en voix par rapport au résultat du PCF en 2007, le Front de Gauche a moins de députés cette fois-ci !

En effet, si les scores sont repartis à la hausse dans la majorité des circonscriptions par rapport à 2007 et 2002, ils tendent par contre à se concentrer dans la fourchette des 5 à 15%, ce qui permet rarement d'être au second tour et donc d'obtenir des député-e-s. Les zones d'implantation historiques du PCF voient les scores continuer à s'effriter alors que le PS, porté par la dynamique de la présidentielle, a bien plus progressé passant ainsi devant plusieurs députés communistes sortants. Même si au final, le Front de Gauche est parvenu à constituer un groupe avec des parlementaires ultramarins, ce qui constitue une excellente nouvelle, cet affaiblissement n'est évidemment pas une bonne chose. Il manquera à l'Assemblée des députés pour porter les mobilisations sociales, écologistes et citoyennes. Dans ce contexte, **nous saluons la première élection d'un parlementaire national sous nos propres couleurs en la personne de Marc Dolez, député du Nord, dont le rôle sera essentiel à l'Assemblée pour le Front de Gauche et le Parti de Gauche.**

#### La social-démocratie dorénavant détentrice de tous les pouvoirs

Dans ce contexte, le fait que la social-démocratie concentre l'immense majorité des pouvoirs institutionnels (ne lui manquent que le Conseil Constitutionnel tenu par l'UMP et la majorité des 3/5 au Parlement pour pouvoir modifier à sa guise la constitution) la rend seule responsable des politiques qui vont être menées.

Car du fait de leur majorité absolue voulue et obtenue à l'Assemblée, François Hollande et le PS sont devant leurs responsabilités. Ils disposent ainsi de plus d'atouts que n'en a jamais eu la gauche dans ce pays, y compris la majorité au Sénat. Dans une Union européenne malade des politiques austéritaires, il est plus que nécessaire de tourner la page du traité Sarkozy-Merkel, d'autant que Mme Merkel est affaiblie, comme en ont témoigné ses défaites lors des récentes élections locales ainsi que les mobilisations sociales. Mais François Hollande revendique de ne pas vouloir bouger d'un iota sur son programme. En refusant de déroger au traité, il atteste de son absence de volonté de changer le cours de l'Union européenne, et de faire face aux attaques du système financier. Son appui clair à la droite grecque contre Syriza constitue malheureusement un fort mauvais signe en vue du sommet européen. Si nous ne jouons pas la politique du pire en espérant l'échec de François Hollande, les premières décisions qui ont été prises ne nous permettent pas d'avoir confiance dans une rupture avec les politiques libérales. Les mesures d'austérité promises à la plupart des ministères pour obéir à la réduction des déficits le confirment déjà.

## Poursuite et autonomie du Front de Gauche

Reste que l'attente de changement qui s'est exprimée dans le cycle électoral va se heurter désormais à de redoutables obstacles. La crise européenne se poursuit avec la formation d'une coalition entre la droite et le Pasok qui annonce l'enfoncement de la Grèce dans l'austérité et la perspective du défaut de paiement. L'Espagne est prise à son tour dans la tourmente. Faute de confrontation déterminée et efficace avec Merkel, le verrou de l'Europe austéritaire est toujours en place. Le PS a manifestement choisi d'en accepter les contraintes. Cela pèsera lourdement sur la politique du gouvernement et annonce de fortes déceptions, car il n'y a pas de politique d'accompagnement possible à la crise.

Nous avons été de la majorité qui a battu Nicolas Sarkozy, mais nous ne sommes pas de la majorité du gouvernement Ayrault et donc pas dans une attitude de soutien critique. Aussi, à l'Assemblée comme dans les mobilisations, **le Front de Gauche devra garder plus que jamais son positionnement d'autonomie conquérante**. Nous définirons notre action par rapport à l'intérêt général et à notre programme « l'Humain d'Abord ». Nous participerons aux luttes des mouvements sociaux, nous proposerons des lois en lien avec les mobilisations, sans chercher à bloquer les lois et décisions gouvernementales si elles vont dans le bon sens. Nous refuserons toute politique française et européenne en faveur de l'austérité.

Le calendrier nous indique les campagnes que nous aurons à amplifier: le référendum sur le traité Merkozy sur fond de désobéissance européenne, le refus de tout budget de rigueur, l'augmentation du SMIC... Nous proposerons aussi des campagnes politiques d'éducation populaire sur le thème de « L'Humain d'Abord » afin de renforcer la conscience républicaine, la conscience écologique et la conscience de classe.

De Rio +20 aux permis de Shell en Guyane, le gouvernement a plié face aux multinationales. Les conflits sociaux, les plans de licenciements y compris dans des entreprises comme Air France montrent qu'il n'y aura pas de répit pour les travailleurs.

Le Front de Gauche est plus que jamais indispensable dans la nouvelle phase qui s'ouvre. Son objectif dans la nouvelle séquence reste plus que jamais de construire une alternative franche face à la crise : refus de l'austérité, partage des richesses, promotion des services publics, planification



écologique, Sixième République... L'exemple de Syriza, passé de 4% des suffrages en 2009 à 27% aujourd'hui, est la démonstration que l'autre gauche peut passer devant la social-démocratie et incarner une alternative progressiste à la crise du capitalisme.

Pour cela, le Front de Gauche dispose de sérieux atouts à l'ouverture de cette nouvelle séquence, dont son homogénéité grandissante. Après la décision du PCF de ne pas participer au gouvernement, dès lors que Jean-Marc Ayrault entend appliquer sans discussion le programme de François Hollande, nous abordons en effet la période avec un positionnement identique face au gouvernement socialiste. Ceux qui annonçaient le pire et la division du Front de Gauche sur cette question en sont pour leur frais.

Nous nous félicitons également de la décision de **pérennisation de sa coordination, de ses fronts thématiques et du Front de Gauche des luttes ainsi que du Conseil National de campagne** qui doit maintenant être le lieu de réflexion et de propositions d'initiatives. Cela suppose son évolution.

Nous proposons de terminer l'intégration des quelques forces politiques qui, bien qu'ayant participé à la campagne présidentielle (Alternatifs, Gauche anticapitaliste), n'en sont pas actuellement membres.

La nouvelle étape pose aussi la question des formes d'organisation à la base. Il est nécessaire d'avancer sur la façon de poursuivre les assemblées citoyennes et les possibilités d'adhésion au Front de Gauche, au moins localement. La volonté d'y intégrer les citoyennes et citoyens qui ne veulent pas s'engager dans l'un de ses partis est partagée par tous. *Nous proposons donc que la discussion s'engage sur ces questions.* Pour la première fois, tout le Front de Gauche se retrouvera aussi dans une université d'été commune fin août.

**Le Parti de Gauche entend rester un fer de lance de la construction du Front de Gauche.** Son rôle dans cette séquence électorale lui a permis d'augmenter de 50% son nombre d'adhérents. Il est maintenant identifié par un nombre croissant de citoyens comme une force politique autonome et radicale, alliant l'écologie à la transformation sociale. Comme il a su s'élargir par le passé, il faut continuer aujourd'hui dans la voie du rassemblement. Le moment est ainsi venu de reposer l'élargissement du PG avec ceux qui lui sont le plus proches idéologiquement et qui partagent notre

stratégie. Le Parti de Gauche appelle toutes celles et ceux qui le souhaitent à engager le dialogue sur ces bases.

Il nous faut aussi travailler notre participation aux luttes de la société qui préfigurent la révolution citoyenne que nous défendons.

Il devient donc aujourd'hui nécessaire de définir quelles sont nos tâches. Comment nous nous articulons avec et dans le Front de Gauche, sans nous y substituer et en en restant un fer de lance. Notre Congrès sera un temps fort dans la structuration de notre parti et de son orientation.

Car force est de constater que pour que le Front de Gauche se renforce, il nous faut développer le Parti de Gauche. Il subsiste encore trop d'endroits où nous sommes peu présents et où il est difficile de mener de front l'étendue des tâches qui nous incombent. Il est temps pour le PG de prioriser ces actions, de définir une stratégie nationale d'implantation, de solidarités et d'échanges entre les départements. Le déploiement à la fois des cadres nationaux et des finances sont importants afin de rayonner sur tout le pays et d'ancrer notre présence notamment dans les grandes villes de France. Le travail immense réalisé par les commissions thématiques où de nouveaux cadres se sont dégagés et le fait que les fronts de gauche thématiques perdurent doit permettre de réussir la mise en œuvre des ateliers législatifs.

Nous devons entretenir le lien qui s'est créé avec la jeunesse, avec les salariés et dans le même temps accentuer le travail en direction de nos concitoyens les plus en difficulté. Cela passe par la continuité de nos relations avec les organisations syndicales, et du dialogue avec les associations...

Afin de continuer le travail d'émancipation, nous devons regagner les consciences une à une, y remettre de l'intérêt général et de la conscience de classe. Toutes celles et ceux qui partageront ce projet trouveront leur place dans le Parti de Gauche, avec l'état d'esprit ouvert et unitaire qui a caractérisé notre parti depuis sa création.